



RÉGION ACADÉMIQUE  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE  
MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION



La rectrice de l'académie de Dijon

À

Mesdames les directrices et Monsieur le directeur  
académique des services de l'Education Nationale  
Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement  
Mesdames et Messieurs les inspecteurs d'académie –  
inspecteurs pédagogiques régionaux  
Mesdames et Messieurs les inspecteurs de l'éducation  
nationale 2<sup>nd</sup> degré  
Mesdames et Messieurs les inspecteurs de l'éducation  
nationale 1<sup>er</sup> degré  
Mesdames et Messieurs les chefs de division, de service et  
conseillers techniques

## AFFICHAGE et DIFFUSION OBLIGATOIRES

Rectorat

**Objet : modifications des modalités de gestion des dossiers d'accident de service et de maladie professionnelle**

DIRH

Division  
des Ressources  
Humaines

DirH 5

Bureau Accident de service et  
Maladies professionnelles

Affaire suivie par  
Annette FRANCOIS  
Téléphone  
03 80 44 85 15

Courriel  
ce.dirh5.at@ ac-dijon.fr

2 G rue général Delaborde  
BP 81921  
21019 DIJON cedex

**Réf :**

- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, article 21 bis
- Livre IV du code de la Sécurité Sociale
- Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique
- Décret 2019-122 du 21 février 2019 relatif au congé d'invalidité temporaire imputable au service
- Décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif au rôle des commissions de réforme modifié par le décret n° 2008-1191 du 17 novembre 2008 relatif aux commissions de réforme et au comité médical supérieur dans la fonction publique
- Décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux agents non titulaires de l'État
- Circulaire 2003-097 du 12 juin 2003 relative à la gestion financière du dispositif des assistants d'éducation

Le décret n°2019-122 du 21 février 2019 relatif au Congé d'Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) s'inscrit dans un objectif d'amélioration et de clarification du droit applicable aux accidents et maladies professionnelles.

La présente note a pour objet d'expliquer la procédure à suivre en matière de déclaration d'accident de service et de demande de reconnaissance de maladie professionnelle en vue de l'obtention d'un CITIS.

### I. SERVICE COMPETENT EN MATIERE DE GESTION :

Le bureau AS/MP (accident de service/maladie professionnelle) de la DIRH 5 assure la gestion administrative des dossiers d'**accident de service** et des demandes de reconnaissance de **maladie professionnelle** déclarés par les agents de l'académie de Dijon suivants :

- Les enseignants titulaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés de l'enseignement public;
- Les personnels titulaires d'inspection, d'éducation, de direction et Psy-EN ;
- Les maîtres contractuels de l'enseignement privé;
- Les personnels titulaires administratifs, sociaux, de santé et personnels appartenant aux corps des ingénieurs et techniques de l'éducation nationale exerçant dans les établissements d'enseignement du second degré et dans les services académiques (ATSS).
- Les agents non titulaires travaillant à temps complet dont le contrat est conclu pour l'année scolaire ;



Pour les autres agents non titulaires, recrutés ou employés à **temps incomplet ou dont le contrat a été conclu pour une durée inférieure à un an**, le risque accident du travail et maladie professionnelle est géré par **les caisses primaires d'assurance maladie**.

L'accident du travail survenu à un agent relevant de la caisse d'assurance maladie doit être déclaré par l'employeur ou le supérieur dans les 48 heures suivant le jour où celui-ci est informé, à la caisse la plus proche du lieu de résidence de l'agent.

Dans ce cas, la déclaration d'accident ne doit en aucun cas être adressée au bureau AS/MP-DIRH5.

## II. DECLARATION ET CONSTITUTION DU DOSSIER D'ACCIDENT DE SERVICE :

### a) *La déclaration*

Tout accident survenu sur le lieu de travail ou à l'occasion du trajet entre le domicile et le lieu de travail habituel (ou occasionnel s'il s'agit d'une mission ou d'un déplacement autorisé par l'autorité hiérarchique) doit être porté à la connaissance du supérieur hiérarchique par l'agent, immédiatement ou, en cas d'impossibilité absolue, dans les meilleurs délais.

Pour rappel, en cas d'arrêt de travail, l'employeur doit être informé dans les 48 heures suivants l'établissement du certificat médical.

Dès qu'il a été informé des circonstances de l'accident, le supérieur hiérarchique<sup>1</sup> remet à l'agent :

- L'imprimé de déclaration d'accident,
- Le certificat de prise en charge,
- Le volet récapitulatif des soins.

Ces deux derniers documents seront conservés par l'intéressé pour être présentés aux prestataires de santé afin d'être dispensé de l'avance des frais médicaux.

**L'agent ne doit pas présenter sa carte vitale**

### b) *Le certificat médical*

L'agent doit, sans attendre, consulter un médecin qui établit un **certificat médical initial** (imprimé Cerfa n° 11138\*02, de couleur mauve) indiquant la nature et le siège des lésions, la durée des soins et, le cas échéant, l'arrêt de travail prescrit. Ce certificat ne doit pas être adressé à la mutuelle ou à une caisse de sécurité sociale. Pour des raisons de confidentialité, les pièces médicales nécessaires à l'instruction du dossier, notamment les volets 1 et 2 avec mention des lésions, doivent être adressées, sous pli confidentiel. Le volet 3 est à conserver par l'agent. Le volet 4 « employeur » est destiné au supérieur hiérarchique en cas d'arrêt de travail.

### c) *Transmission du dossier et des pièces justificatives*

La déclaration d'accident, signée par l'agent, est transmise par celui-ci au bureau AS/MP-DIRH5 avec le certificat médical initial original (volets 1 et 2 sous pli confidentiel) et toute pièce utile à la gestion du dossier (ordre de mission, plan de trajet, ...). Depuis la mise en place du CITIS, le supérieur hiérarchique n'intervient pas dans la transmission de ce document et n'a plus l'obligation de le signer.

### d) *Les délais de déclaration*

L'agent a 2 ans pour adresser une déclaration d'accident de service au bureau AS/MP-DIRH5. Mais celle-ci doit parvenir dans le 15 jours suivants l'établissement du certificat médical initial, cachet de la poste faisant foi au bureau AS/MP-DIRH5. Si ce délai n'est pas respecté, le dossier sera refusé.

**IMPORTANT: tout dossier ne comportant pas de certificat médical initial d'accident ne sera pas traité et sera retourné à l'agent.**

<sup>1</sup> L'autorité hiérarchique dépend du corps d'appartenance de l'agent :

- Pour les enseignants du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement privé et les enseignants du 2<sup>nd</sup> degré (privé et public) : le chef d'établissement

- Pour les enseignants du 1<sup>er</sup> degré public : l'IEN

- Pour les personnels ATSS : le chef de service ou d'établissement



### III. MALADIE PROFESSIONNELLE

A la différence des accidents qui se caractérisent par la survenance d'un événement soudain, dans un court laps de temps et qui peut être daté, les maladies professionnelles résultent :

- De l'exposition prolongée à un risque professionnel ;
- Ou d'une intoxication lente sous l'effet répété de certaines substances ou émanations au contact desquelles l'agent est exposé de façon habituelle dans ses activités professionnelles.

L'agent peut constituer un dossier de maladie professionnelle qui sera instruit de la même manière que les dossiers d'accident de service.

#### a) *La déclaration*

Le dossier de déclaration peut être retiré au secrétariat de l'établissement. Il est également disponible en ligne sur le PIA et sur le site internet de l'académie. La déclaration doit être accompagnée des pièces suivantes :

- Le certificat médical initial du médecin décrivant la pathologie, son numéro d'inscription aux tableaux du Code de la Sécurité Sociale et comportant la date de la première constatation médicale et la période à prendre en charge ;
- La fiche de poste de l'agent ;
- Tout document médical attestant de la maladie.

Le certificat de prise en charge et le volet récapitulatif ne seront remis à l'agent qu'en cas de reconnaissance de la maladie professionnelle par l'administration.

#### b) *Maladie professionnelle ou maladie d'origine professionnelle*

Ne peuvent faire l'objet d'une reconnaissance de maladie professionnelle que certaines maladies répertoriées dans les tableaux annexés au code de la Sécurité Sociale. Une maladie contractée en service peut toutefois, sous certaines conditions, être également reconnue d'origine professionnelle même si elle ne figure pas dans ces tableaux.

Il est possible, préalablement à toute démarche de constitution de dossier, de consulter le médecin de prévention de l'éducation nationale en prenant rendez-vous à l'adresse suivante [med.prev@ac-dijon.fr](mailto:med.prev@ac-dijon.fr).

#### c) *La transmission du dossier et des pièces justificatives*

La déclaration de maladie professionnelle, signée par l'agent, est transmise par celui-ci au bureau AS/MP-DIRH5 avec le certificat médical initial original (volets 1 et 2 sous pli confidentiel) et toute pièce utile à la gestion du dossier (ordre de mission, plan de trajet, ...). Depuis la mise en place du CITIS, le supérieur hiérarchique n'intervient pas dans la transmission de ce document et n'a plus l'obligation de le signer.

#### d) *Les délais de déclaration*

Le délai de principe d'envoi du formulaire de déclaration de maladie professionnelle **qui est de 2 ans**, commence à courir selon les cas :

- Soit à compter de la date de la première constatation médicale de la maladie ;
- Soit à compter de la date du certificat médical établissant un lien entre une maladie déjà constatée et l'activité professionnelle de l'agent.

**IMPORTANT: tout dossier ne comportant pas de certificat médical initial de maladie professionnelle ne sera pas traité et sera retourné à l'agent.**

### IV. INSTRUCTION DES DOSSIERS :

#### a) *Prise de décision initiale*



La relation entre l'accident/la maladie et le service de l'agent doit être directe et certaine, ce qui suppose que les éléments du dossier soient clairs et suffisamment relatés.

L'administration prend une décision d'imputabilité au service de l'accident/la maladie professionnelle (ou de refus) notifiée sous forme d'un **arrêté** directement envoyé à l'agent et en copie au supérieur hiérarchique dès lors que l'imputabilité au service est reconnue. L'agent bénéficie alors d'un Congé d'Invalidité Temporaire Imputable au Service pour la prise en charge des arrêts et/ou des frais liés à l'accident/la maladie.

Si les explications et les éléments médicaux présents au dossier ne permettent pas à l'administration de se prononcer sur l'imputabilité au service de l'accident/la maladie, elle peut diligenter une enquête administrative chargée de récolter des avis dont ceux d'un médecin expert et des médecins de la commission de réforme départementale. Dans l'attente de cette décision, les arrêts de travail éventuels sont traités comme des arrêts pour maladie ordinaire <sup>2</sup>.

#### *b) Modalités d'instruction des dossiers*

Pour être étudié, le dossier doit parvenir complet au bureau AS/MP-DIRH5.

Pour poursuivre l'instruction du dossier, devront être transmis sous plis confidentiels :

- Les certificats médicaux originaux de prolongation de soins ou d'arrêt de travail (Cerfa n° 11138\*02) ;
- Les comptes rendus d'exams et toute pièce médicale permettant de poursuivre la prise en charge administrative et financière de l'accident.

#### *c) Clôture du dossier*

Dès la fin des soins, un dossier doit être obligatoirement clôturé par un **certificat médical final** attestant de la guérison ou de la consolidation de la pathologie. En cas de consolidation avec séquelles, une expertise sera sollicitée auprès d'un médecin agréé afin de déterminer le taux d'incapacité permanente partielle résultant de l'accident (IPP).

Après guérison ou consolidation, un dossier peut être ré-ouvert au vu d'un certificat médical de rechute et de la demande écrite de l'agent.

### **V. PAIEMENT DES FRAIS RELATIFS AUX SOINS MEDICAUX :**

Le bureau DiRH 5 (et non la mutuelle ou la caisse de sécurité sociale) doit être directement destinataire de toute facture papier et des pièces justificatives correspondant aux soins dont la prise en charge est demandée.

Les frais médicaux sont réglés sur présentation des feuilles de soins accompagnées d'un double de la prescription médicale correspondante. Le défaut d'envoi de certificats médicaux originaux et autres pièces nécessaires à l'instruction du dossier peut faire obstacle au paiement des frais médicaux, qui sont alors laissés à la charge du déclarant.

Les formulaires de déclaration et les annexes sont accessibles en ligne sur :

- le PIA, rubrique Espace documentaire / circulaires des services de gestion / personnels,
- le site académique [www.ac-dijon.fr](http://www.ac-dijon.fr) (rubrique Personnels / Accidents du travail et maladie professionnelle)

Pour la rectrice et par délégation  
Le directeur des ressources humaines

Cédric PETITJEAN

<sup>2</sup> A l'issue du délai d'instruction, si l'administration n'a pas pris de décision quant à l'imputabilité au service de l'accident, l'agent est placé provisoirement en CITIS. Si l'administration refuse l'imputabilité, le CITIS est annulé et l'agent est placé rétroactivement en congé de maladie ordinaire.